

Gagner plus d'argent en coûtant moins cher à son employeur, une gageure? Loin s'en faut. C'est l'une des idées maîtresses d'un schéma de relance qui est défendu par certains économistes. Dans un entretien accordé à Paris Match, l'un d'entre eux, Eric De Keuleneer, professeur de finance internationale à l'Université libre de Bruxelles (Solvay), interpelle un certain immobilisme des partenaires sociaux et des décideurs politiques, enfermant la Belgique dans une politique d'austérité qui a de fortes chances de plomber notre économie pour longtemps. Il y a des recettes anticrises bien différentes des coupes claires dans la sécurité sociale, des sauts d'indexation plus ou moins déguisés ou des diminutions du pouvoir d'achat sanctionnant particulièrement les classes moyennes... Mais les intérêts particuliers de certains lobbies ne correspondent pas toujours aux intérêts collectifs d'une Belgique qui a pourtant des cartes à jouer pour redynamiser son économie.

Quartier du Cinquantième à Bruxelles, 14 mars 2013: une nouvelle manifestation dénonce la politique d'austérité menée par l'Union Européenne. En Belgique, 16 000 licenciements ont été enregistrés ces cinq derniers mois. Mais la crise n'est pas une fatalité.

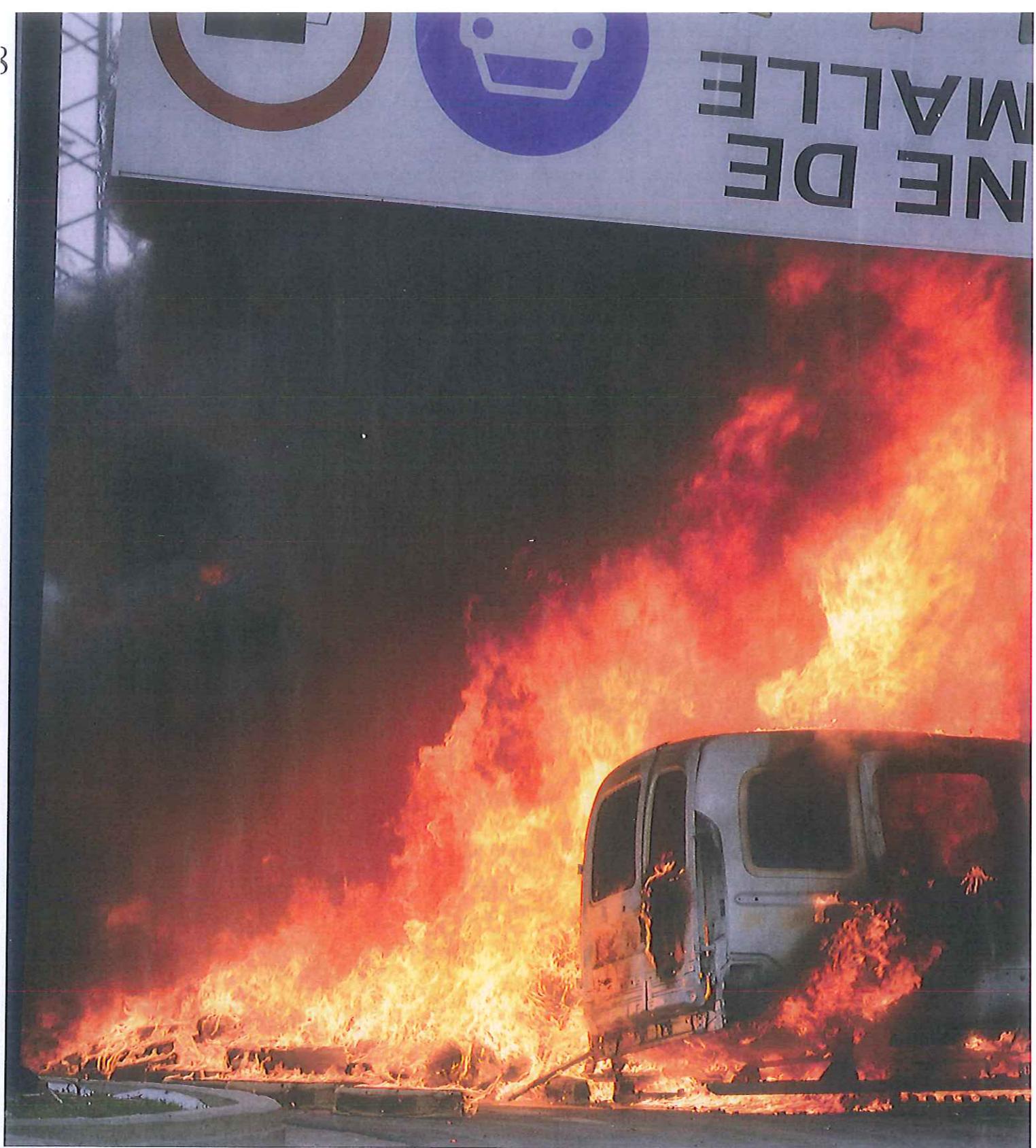
LA BELGIQUE VICTIME DE MÉCANISMES DE DÉCISION TROP RIGIDES? L'ENTRETIEN À PARIS MATCH DU PROFESSEUR ERIC DE KEULENEER INTERPELLE

PHOTO ERIC LALMAND



UNE RÉPONSE BELGE À LA CRISE





UN PEU D'AUDACE !

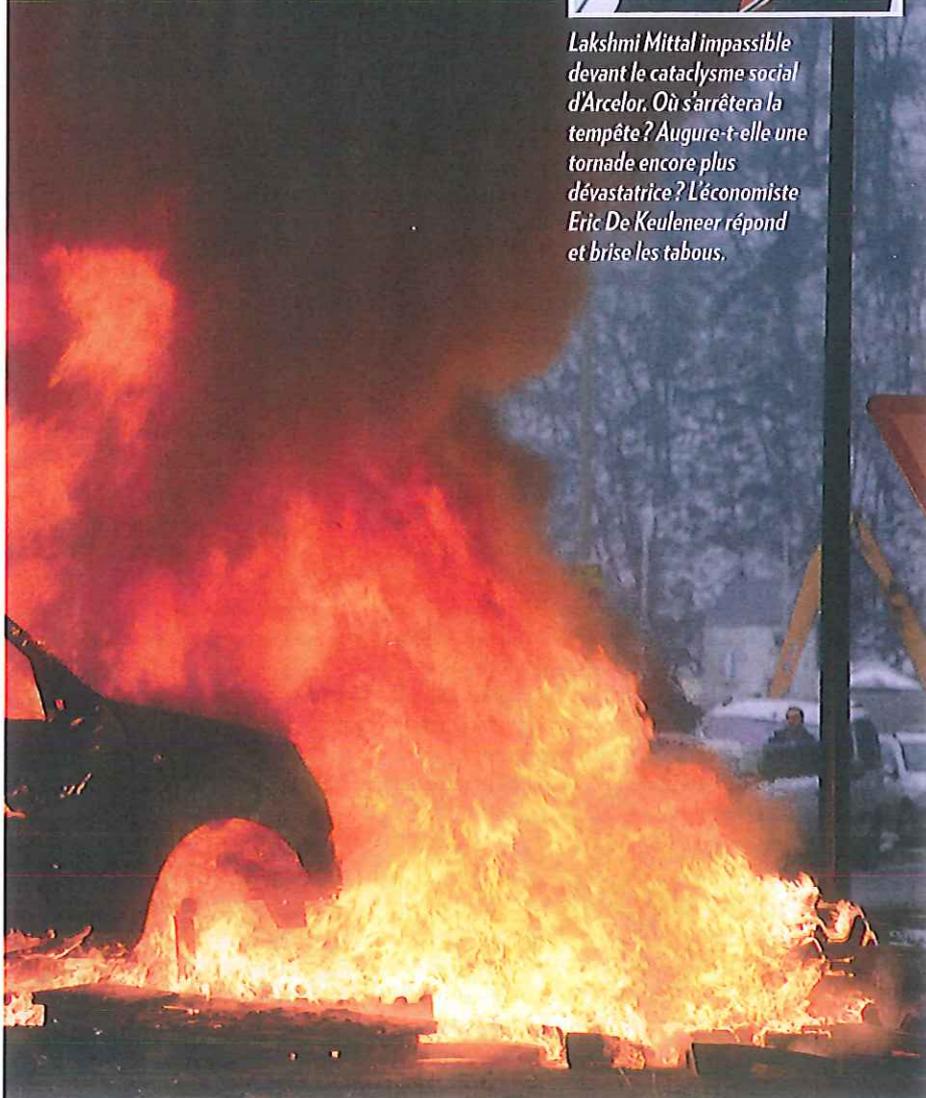
Et si on finissait avec le culte du dieu unique de l'austérité? Eric De Keuleneer est l'un de ces nombreux économistes qui s'inquiètent de l'absence de véritable plan de relance. Il explique à Paris Match que la sortie de crise passe par une augmentation des salaires nets des ouvriers et des employés couplée à une diminution des charges sociales pour leurs employeurs.

D'après lui, le gouvernement belge se laisse trop immobiliser par les partenaires sociaux, les patrons et les syndicats, qui sont trop rigides. Prisonniers qu'ils sont tous de leur craintes et tabous, parfois aussi de leur volonté de préserver leurs privilèges, ils font plus dans l'incantatoire, les bras de fer stériles, que dans le concret, la mise en œuvre d'un plan d'action ambitieux pour relancer de la croissance. A l'arrivée, c'est le citoyen qui paie les frais

d'un embourbement évitable. Dans l'un des élans qu'on lui connaît, l'essayiste français Jean-François Kahn, interpellé comme chacun par le récent résultat des élections italiennes, n'affirmait pas autre chose: « Ce que nous dit, nous hurle plus exactement ce scrutin, c'est que la poursuite aveugle, non pas d'une politique de rigueur en soi, plus nécessaire que jamais, mais d'une politique d'austérité sans perspective, sans horizon, sans autre finalité



Lakshmi Mittal impassible devant le cataclysme social d'Arcelor. Où s'arrêtera la tempête? Augure-t-elle une tornade encore plus dévastatrice? L'économiste Eric De Keuleneer répond et brise les tabous.



sinistrement comptable, que n'importe aucune mesure puissante susceptible relancer la croissance, qu'une telle situation va finir par rendre les peuples...» Sans doute les Belges ne sont-ils encore assez fous ou désillusionnés à élire un « Grillo » du Plat Pays. Mais ils le sont. Très. Proches de l'absence alors que les restructurations se succèdent et que les pertes d'emploi se multiplient. Dans le domaine industriel, bien sûr

(Caterpillar, Arcelor, Ford Genk...). Mais pas seulement : les secteurs bancaires et de la distribution, par exemple, sont très touchés aussi. Où s'arrêtera la tempête? Augure-t-elle d'une tornade encore plus dévastatrice? L'appréhension se renforce par un sentiment d'inexorable, de combat inutile, de vague incontrôlable. Tous aux abris, austères et immobiles en attendant que cela passe? Sans doute l'austérité à la belge est-elle moins ravageuse que celle imposée

à leurs administrés par les gouvernements des Grecs, des Italiens ou des Espagnols. Un politique belge déclarait à ce propos: «L'index demeure (...) Nous appliquons la rigueur, pas l'austérité; ailleurs on baisse les pensions, les salaires des fonctionnaires... Nous résistons, c'est énorme.» On pourrait ajouter à la liste des victoires de cette politique du moindre mal, le fait qu'on n'a (presque) pas touché à la TVA et, au surplus, dresser le catalogue des pansements anti-crisis offerts aux plus fragiles: augmentation des petites pensions (2%) et de diverses allocations (maladie, invalidité), accroissement du salaire poche dans les tranches les plus basses, fiscalité favorable pour les conducteurs de petite voitures, etc. Mais le « moindre mal » n'exclut évidemment pas quelques moments de douleurs, parfois tout relatifs pour les plus nantis: titres-services plus chers, dégressivité des allocations de chômage (particulièrement pénalisante pour les isolés de longue durée), allongement du temps de carrière, rabais en termes de déductions fiscales pour l'isolation des toits, application de la TVA à 21% pour les prestations des notaires, augmentation (très modérée) du précompte mobilier, diminution de l'avantage fiscal lié à la constitution d'une épargne-pension, limitation de la déductibilité des frais de crèches (uniquement pour les hauts revenus), très légère augmentation de la taxe sur les opérations boursières... Un arsenal d'initiatives tellement nombreuses que l'on ne peut en faire ici une énumération exhaustive. Mais pas de trace de ces « mesures puissantes susceptibles de relancer la croissance » évoquées par Kahn. Rien de spectaculaire – n'osons même pas le terme révolutionnaire – qui permettrait de booster fortement l'économie et ceux qui la font, la vivent et, surtout, la subissent de plus en plus. Il n'est pourtant pas nécessairement question ici de fatalité. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Eric De Keuleneer suggère des solutions nécessitant un peu d'audace politique, qui démontrent qu'il existe bien un champ du possible. Et, partant, il est assez sévère avec les partenaires sociaux et les décideurs politiques, trop figés, handicapés par leurs tabous, pris en otage par les groupes d'intérêt privés, leur chantage permanent à la délocalisation et le « qu'en dira l'électeur » à court terme. (MB)

LES SALARIÉS POURRAIENT GAGNER PLUS TOUT EN COÛTANT MOINS CHER AUX EMPLOYEURS

INTERVIEW MICHEL BOUFFIOUX

Paris Match. La Belgique connaît une impitoyable vague de « restructurations ». Est-ce seulement le début ou la fin de la tempête ?

Eric De Keuleneer. On n'est plus au début... Mais je crains que l'on ne soit pas à la fin non plus. L'économie européenne est encore en phase de stagnation et des problèmes structurels demeurent. On peut espérer une reprise en 2014 mais on risque encore de connaître des restructurations et des pertes d'emplois dans les grandes entreprises. En réalité, on paie l'addition de la crise de 2008 mais, plus que jamais, avec des affaires comme Arcelor, Caterpillar ou Ford Genk, on est aussi en train de prendre conscience d'une fragilité inhérente au modèle économique belge : depuis une trentaine d'années, notre pays s'est rendu dépendant des décisions des grandes entreprises étrangères.

« Osons les réformes. Il faut absolument réduire l'écart entre les salaires bruts et les salaires nets »

On a parfois le sentiment que les « décideurs » politiques ont perdu beaucoup en force de proposition et qu'ils se sont enfermés eux-mêmes dans des rôles de VRP de leur pays ou de leur région, en quête de bonnes relations avec de grands investisseurs étrangers. Lesquels n'ont plus qu'à exiger toujours plus d'avantages pour accepter de venir (ou de rester) en Belgique ?

Cette question de rapport de force est effectivement problématique. Mais elle a été étudiée, vu les cartes maîtresses dont semblait disposer notre pays : logistique, qualification de la main-d'œuvre, localisation géographique dans un espace européen qui a été pendant très longtemps en bonne conjoncture économique. Aujourd'hui, on se rend compte que le monde politique a accepté un peu trop facilement la disparition de beaucoup de centres de décision qui se trouvaient autrefois en Belgique. On n'a pas suf-

fisamment mis l'accent sur la création d'entreprises. Dès lors, on se trouve dans un tissu économique où il y a trop peu d'entreprises locales et, surtout, de PME. Cela nous rend trop dépendant des grandes multinationales. Parfois, elles investissent. Parfois aussi, elles achètent nos entreprises et les exploitent sans investir suffisamment pour en extraire des bénéfices considérables (et non taxés). Elles fonctionnent d'une manière assez froide, ne viennent et ne restent que s'il y a un incitant. La Belgique, jusqu'à présent, a été prête à consentir beaucoup d'efforts. Elle a donné des subsides, des avantages fiscaux à ces grands groupes dont, souvent, la seule logique de fonctionnement est de minimiser leurs coûts.

Nos décideurs politiques auraient-ils fait preuve d'un peu de naïveté ?

D'un peu de naïveté et parfois de complaisance. Se berçant peut-être de quelques contre-exemples. Car il y a tout de même des multinationales qui possèdent en Belgique des entreprises – souvent d'ailleurs achetées à bon compte à des groupes financiers belges manquant de vision – qui sont de vrais centres d'excellence et qui développent sur notre territoire des activités importantes. Il en est qui se sont fortement ancrées dans le pays, en recrutant une main-d'œuvre qualifiée et en investissant dans des produits de qualité. Jusqu'à tout récemment, j'aurais mis Caterpillar dans cette catégorie. La réalité nous renvoie au constat que, trop souvent, des entreprises comme celles-là représentent une forme de fragilité.

On pourrait imaginer accueillir favorablement de grands groupes en Belgique tout en exigeant d'eux des garanties... Mais rien ne les empêchera alors d'investir ailleurs, de faire jouer la concurrence entre les Etats. Le problème de ce rapport de force défavorable est-il vraiment soluble ?

Je ne le crois pas mais une des leçons qu'il faut tirer, c'est qu'il y a de bonnes et de mauvaises raisons pour attirer des investissements dans un pays comme la Belgique. Si on attire des multinationales uniquement en leur offrant des avantages financiers

immédiats (subsides, terrains bon marché, facilités en matière d'environnement...), elles auront toujours pour finalité de rechercher plus d'avantages ailleurs et on pourra difficilement les retenir. Si on attire des investissements d'entreprises qui créent de l'activité, qui recherchent de la main-d'œuvre de qualité et s'intègrent dans le tissu de recherche universitaire et d'entreprises innovantes, elles seront plus ancrées, sans nécessairement avoir besoin de subsides. Dans les secteurs à haute valeur ajoutée, les investissements ne sont pas toujours spectaculaires, les entreprises ne sont pas toujours très grandes. Mais mieux vaut une multitude de PME que l'un ou l'autre mastodonte. En cas de fermeture, cela n'a pas le même impact pour une région ou un pays, et pour les travailleurs, la mobilité devient plus aisée.

C'est maintenant que l'on comprend cela ?

Depuis les années 90, on a eu tendance à être très tolérant vis-à-vis des grandes entreprises, des grandes fusions. En Belgique et ailleurs, on a eu le défaut d'accepter l'idée imposée par la propagande de certains lobbies, surtout financiers, que pour le grand marché européen, il fallait la taille européenne, voire la taille mondiale. Il fallait faire des fusions, des rachats d'entreprises... Et on a vu les conséquences désastreuses de cette manière de voir et de faire, pas uniquement dans le secteur bancaire. Car Arcelor, c'est cela aussi ! Autrefois, Cockerill était une entreprise tout à fait viable et rentable que les pouvoirs publics ont vendu à Usinor, devenu Arcelor... Et on connaît la suite ! Je ne parle pas de notre triste capitalisme, de nos holdings traditionnels qui ont vendu tout ce qu'ils pouvaient, souvent d'excellentes entreprises, pour prendre des plus-values... Que ce soit Petrofina, Tractebel-Electrabel, Royale Belge ou CBR, toutes ces entreprises ont été mal vendues et notre tissu économique en a été fragilisé.

Tout cela au nom du dogme de la taille « européenne » ?

Oui... Et de l'activisme de banquiers d'affaires qui « promeuvent » des fusions et acquisitions comme

d'autres des savonnettes ! Aujourd'hui, on se rend compte que les grandes entreprises, non seulement ce n'est pas nécessairement positif pour une économie de marché, mais que cela peut être très dangereux, et pas uniquement dans le cas des banques. Que, souvent, les mastodontes ainsi créés perdent en créativité, en innovation et en développement.

Les restructurations en cascade – 16 000 licenciements depuis ces cinq derniers mois – donnent le sentiment que pour le management de grandes entreprises, les personnes qui travaillent – pardon, les ressources humaines – sont des « variables » pas plus importantes que d'autres dans le processus industriel...

Cette déshumanisation est surtout présente dans les grandes entreprises. Et cela s'aggrave depuis quinze ou vingt ans, sous la pression de consultants adeptes d'une pensée unique : privilégier la réduction des coûts serait le meilleur passeport vers la compétitivité. A partir de là, on essaie d'écraser ses fournisseurs, on essaie de pressurer ses employés et on brise des liens au sein des entreprises qui peuvent être sources de motivation et de créativité. Les modes de rémunération sont un peu liés à cela. La mentalité du bonus pousse les dirigeants et employés à des comportements plus mercenaires. A l'arrivée, de part et d'autre, c'est la loyauté qui fout le camp. Et finalement, tout le monde y perd.

La logique de réduction des coûts est désormais aussi une manière de gouverner les pays. Des personnalités comme Paul Krugman, le prix Nobel d'économie, Karl Popper, l'ex-premier ministre belge Guy Verhofstadt ou encore le banquier Matthieu Pigasse dénoncent cette pensée unique-là. Ils évoquent une « self-defeating austerity », une austérité qui secrèterait son propre échec en conduisant les économies vers la récession.

Je partage ce point de vue : trop d'austérité aggrave les problèmes conjoncturels. J'ai l'impression que certains dirigeants, peut-être plus dans le nord de l'Europe que dans le sud, estiment que les réformes nécessaires ne seront pas faites tant que les Etats n'y seront pas obligés par ces réductions de déficits qui leurs sont imposées. Je rejoins les responsables politiques et les économistes qui estiment que l'on va trop loin et trop vite dans ces restrictions budgétaires. Il faut sortir de cette logique strictement comptable.



Gouverner, c'est aussi oser des réformes ! Et, en Belgique, une réforme serait tout à fait essentielle, voire vitale, mais elle n'est pas mise en œuvre à cause de la rigidité des partenaires sociaux.

Laquelle ?

Il faut absolument réduire l'écart entre les salaires bruts et les salaires nets ! C'est un énorme handicap. Ce n'est pas l'indexation qui est le problème, comme on l'entend souvent dire, c'est cet écart entre le brut et le net. En conséquence de quoi, le coût du travail est très élevé et ce n'est pas seulement une difficulté en termes de compétitivité pour l'exportation ; Quand vous faites faire des travaux chez vous, il faut payer un ouvrier 45 euros de l'heure pour qu'il en gagne 15...

Sauf que, dans de nombreux cas, on ne le paie plus parce qu'on fait venir des travailleurs de l'Est qui prestent légalement en Belgique...

De fait, des dizaines ou des centaines de milliers d'emplois sont occupés par des étrangers qui viennent travailler ici plus ou moins légalement. Ou même par des gens d'ici qui travaillent avec des contrats d'ailleurs, qu'ils soient irlandais, roumains ou bulgares. Toujours des pays où la sécurité sociale est beaucoup moins développée qu'en Belgique. Cette logique de circulation des travailleurs s'avère terriblement dangereuse quand les pays concernés ont des différences de sécurité sociale tellement importantes. Toutefois, ce n'est pas en mettant en place des contrôleurs et des barrières que l'on va s'en sortir. Il faut donc travailler sur notre handicap : le coût brut des salaires, qui est trop élevé.

Cela implique une réduction des charges sociales liées à ces salaires... Et donc de nouvelles réductions des

dépenses de sécurité sociale ?

Pas nécessairement ! La sécurité sociale belge est un très bon système dont le coût n'est pas exagéré, surtout en regard des prestations. Mais il faut lui trouver des financements alternatifs. Que ce soit une meilleure perception de l'impôt des sociétés ou une plus grande taxation des revenus du capital, des TVA sociales, voire une cotisation sociale généralisée, comme cela a déjà été appliqué dans certains pays, voire des taxes environnementales. Grâce à un peu de créativité liée à un petit effort budgétaire, il est tout à fait envisageable de diminuer très fortement les charges sociales tant pour les entreprises que pour les travailleurs. En conséquence

Eric De Keuleneer (dont les interventions furent, notamment, très remarquées lors de la commission Dexia) : « En Belgique et ailleurs, on a eu le défaut d'accepter l'idée imposée par la propagande de certains lobbies, surtout financiers, que pour le grand marché européen, il fallait la taille européenne, voire la taille mondiale. »

« Commençons par cibler rapidement une réduction radicale des charges salariales pour les travailleurs de plus de 50 ans »

de quoi, les employeurs licencieraient moins, engageraient nettement plus facilement et leurs travailleurs, en termes de salaire net, seraient mieux rémunérés, en tout cas pour les plus bas salaires !

Quel impact sur la sécurité sociale ?

Il serait positif par une diminution du nombre de chômeurs et, de manière très significative, une réduction aussi du nombre de prépensionnés. Surtout si on commence par cibler rapidement une réduction radicale des charges salariales pour les travailleurs de plus de 50 ans. Ce serait l'amorce d'un cercle vertueux qui relancerait l'économie : plus d'emplois, plus d'activité, plus de pouvoir d'achat, moins de dépenses sociales. *suite page 72*

C'EST DÉPLORABLE DE RESTER AINSI FIGÉ, ALORS QUE DES SOLUTIONS EXISTENT

Paris Match. Si c'est si simple, pourquoi le processus que vous préconisez n'est-il pas enclenché par les décideurs politiques et les partenaires sociaux en Belgique?

Eric De Keuleneer. On peut toujours tout reprocher aux décideurs politiques, en l'occurrence le gouvernement fédéral, mais en premier lieu, c'est aux partenaires sociaux de faire des propositions! Or ils sont particulièrement rigides. En particulier, la FEB (Fédération des employeurs de Belgique) alors que, normalement, cette organisation devrait être intéressée par des financements alternatifs qui permettent une diminution générale du coût du travail... Mais on dirait que tout ce qu'elle sait préconiser, c'est de supprimer des sauts d'indexation, une mesure pénalisante pour les salariés et qui n'a aucune incidence sur le problème principal de l'écart exagéré entre salaire brut et salaire net.

« Le travailleur belge coûte trop cher à son employeur alors que, dans le même temps, il ne gagne pas trop »

Comment décodez-vous ces blocages?

La FEB a tendance à privilégier ses grands affiliés, ceux qui lui paient le plus de cotisations. Et puis, on sent très bien que chacune des fédérations patronales a très peur de perdre ses petits avantages, s'il devait être question d'aller chercher de nouvelles sources de financement de la sécurité sociale. Les grandes entreprises ont peur de perdre leurs avantages fiscaux qui font que, souvent, elles ne paient pas d'impôts en Belgique et qu'on les aide à en éluder à l'étranger. Peut-être que le secteur de l'énergie a peur d'être, lui aussi, un peu plus taxé en fonction du caractère polluant de certains produits énergétiques. Peut-être que le secteur de la grande distribution a peur qu'on augmente la TVA de certains produits alimentaires ou autres qui ne sont pas nécessairement bons pour la santé... On peut supputer sur les raisons de cet état de fait, mais le patronat belge – tendance FEB – n'est d'évidence pas

très demandeur d'un plan de réduction du coût du travail qui implique de financements de la sécurité sociale par des voies alternatives. Le discours se réduit à une demande de réductions de dépenses, que ce soit par des sauts d'index ou des diminutions de prestations en sécurité sociale.

De quoi exciter les syndicats?

En pointant uniquement des réductions de prestations qui pénalisent les travailleurs, les patrons ne peuvent que rencontrer une opposition des syndicats. Et c'est comme cela que le débat se bloque... Pourtant, tout le monde est d'accord de constater que le travailleur belge coûte trop cher à son employeur alors que, dans le même temps, il ne gagne pas trop. C'est déplorable d'ainsi rester figé, alors que des solutions existent. Un recours accru au financement alternatif de la Sécu permettant une réduction de l'écart entre les salaires bruts et les salaires net, si elle était prise dans le cadre d'un plan global, encouragerait la création d'emplois, et constituerait cette mesure puissante de relance dont notre économie a tellement besoin. Ce débat économique implique une question éthique. Pour diminuer les charges sociales liées aux salaires sans toucher aux prestations sociales, il faut que les différents acteurs de l'économie jouent le jeu...

En effet, l'entreprise qui disposerait d'une main-d'œuvre moins coûteuse et d'une clientèle nationale au plus grand pouvoir d'achat devrait aussi accepter de contribuer, par une imposition normale de ses bénéfices, à la sauvegarde de notre modèle social. L'épargnant devrait sortir de son obsession d'éviter le précompte – qui l'entraîne d'ailleurs souvent vers de mauvais placements. Le travailleur qui aurait ainsi un salaire net plus élevé devrait accepter que certains produits, par exemple polluants ou néfastes pour la santé, soient plus taxés, ce qui, en sus, l'encouragerait à en consommer moins. De son côté, l'Etat devrait accepter de prendre un petit risque budgétaire, en espérant s'y retrouver par une relance de la machine économique impliquant notamment une réduction du taux de chômage.

C'est la seule voie?

Actuellement, il me semble que c'est la meilleure. On pourrait aussi distribuer de l'argent aux gens en disant que tout va aller mieux si on relance la consommation, mais dans un pays comme le nôtre, cela ne marche pas, parce qu'on importe 80 % de ce que l'on consomme et on exporte 80 % de ce que l'on produit. En d'autres termes, ce n'est pas la dépense et la consommation qui va relancer l'économie belge. On a un problème de production! Que ce soit à Ford Genk, Arcelor ou Caterpillar, c'est dans les conditions de production que se trouvaient les obstacles. En cause, les coûts salariaux mais aussi les coûts de l'énergie. On a une électricité qui coûte 20 % à 30 % de plus qu'en France et on permet à des entreprises du secteur de faire des bénéfices considérables. Ce qui nous renvoie aux rigidités déjà évoquées: la difficulté à remettre en cause des rentes de situation.

Ces réformes dont vous parlez intéressent-elles certains partenaires sociaux ou des décideurs politiques?

Sans doute, mais on sent que cela inquiète un peu aussi. Que l'on a très peur de décider en ce domaine. Pourtant, on pourrait commencer sans risque par une tranche seulement des travailleurs: ceux de plus de 60 ans. Moins de 5 % de cette tranche a encore un contrat d'emploi comme salarié dans le privé en Belgique. On réduit drastiquement les charges sociales pour les travailleurs de plus de 60 ans et on plafonne les augmentations barémiques à l'ancienneté. Et l'on a beaucoup de chance de garder dans son emploi un travailleur expérimenté et très attractif pour les employeurs, qui gagnerait nettement plus qu'en chômage ou en prépension. Cela ne coûterait pas cher à la sécurité sociale puisque dans cette tranche, ils ne sont que très peu à cotiser. Par contre, cela pourrait rapporter gros: pensez à tous ces gens qui sont aujourd'hui prépensionnés et qui préféreraient travailler. Ceux-là ne coûteraient plus rien à la sécurité sociale et y contribueraient même un peu.

Et ils apporteraient leur expérience...

De fait, il faut en finir avec cette idée aberrante des années 80-90 qu'il fallait écarter les vieux pour faire de la place aux jeunes. On voit aujourd'hui à quel point cela ne marche pas, c'est dramatique en pertes de compétences. Pour les plus de 60 ans, il y a une possibilité que la réduction drastique des charges sociales soit autofinancée, mais il faut aller beaucoup plus loin!

Il faut aussi des réductions de coût très importantes pour les plus de 50 ans, et substantielles pour toutes les tranches d'âge. Encore une fois, cela nécessite des financements alternatifs.

Ce serait une révolution, car aujourd'hui, le travailleur de plus de 50 ans est réputé « cher » ?

Il l'est. En Belgique, on a tout de même une combinaison dangereuse : charges sociales élevées, indexation des salaires sur l'inflation, qui n'est pas un problème en soi sauf qu'elle se combine avec les augmentations barémiques liées à l'âge : 1 % à 2 % par an. Sur trente ans de carrière, cela finit par faire beaucoup ! Ce système est une machine automatique à augmenter les salaires. Que l'on augmente des gens qui contribuent plus à leur entreprise,

c'est très bien. Que l'on augmente comme cela de manière mécanique, dans un contexte d'indexation et de charges sociales élevées, cela conduit au fait que les travailleurs au-delà de 45-50 ans deviennent très chers. La tentation est alors de licencier ou, plus encore, de prépensionner.

D'un point de vue immédiat et individuel, la prépension semble évidemment plus avantageuse pour les employeurs et pour les employés...

Mais cela coûte une fortune à la collectivité et menace le financement futur des pensions et l'équilibre de l'ensemble du système. On est donc dans une machine infernale où les gens les plus expérimentés, qui pourraient le mieux former les jeunes, sont éjectés des entreprises à grand frais pour les

finances publiques... Du savoir-faire est ainsi gaspillé sans que des jeunes soient nécessairement engagés en compensation. On va chercher des intérimaires ou des travailleurs à l'étranger, on remplace des travailleurs expérimentés et créatifs par des machines, et des banquiers avisés par des modèles décisionnels inadaptés à la banque de qualité... Et on délocalise.

« Il faut en finir avec cette idée aberrante des années 80-90 qu'il fallait écarter les vieux pour faire de la place aux jeunes »

Mais n'y a-t-il pas déjà des plans pour favoriser l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans ?

C'est cela le problème. A cause de cet écart énorme entre les salaires bruts et les salaires nets, il y a plein de petits plans. Les chèques-services, c'est un moyen de faire travailler des gens qui n'avaient plus d'emploi pour soulager la sécurité sociale. Il y a aussi, en effet, une multitude de plans à l'embauche, pour les jeunes, les vieux, les chômeurs. Tellement de mesurette que plus personne ne s'y retrouve, sauf quelques spécialistes qui en abusent parfois. C'est horriblement compliqué, cela coûte très cher et cela rapporte peu. A l'arrivée, quantité d'emplois ne sont pas créés et quantité de services nécessaires, dans le non-marchand également, ne sont pas ou insuffisamment prestés parce que trop chers.

Il faudrait un véritable plan global qui ose s'attaquer radicalement à cette question des rémunérations brutes trop élevées ?

Il faudrait effectivement une mesure drastique, facilement décodable et uniforme réformant en profondeur les charges du travail. C'est la voie qui permettrait de relancer l'emploi et l'envie d'entreprendre. Attaquons-nous au vrai problème du modèle économique belge et finissons-en avec les incantations du genre : « Il y a trop d'austérité », « Il faudrait que l'Allemagne accepte d'augmenter ses salaires », « Il faudrait que l'Allemagne accepte de prendre en charge une partie de la dette des autres pays », « Il faudrait que l'Europe, il faudrait... » Soyons plus sérieux et concrets, même si c'est très difficile d'avoir de vrais débats sur ces questions en Belgique, parce qu'on vous colle tout de suite des étiquettes. ■

« Que ce soit à Ford Genk, Arcelor ou Caterpillar, c'est dans les conditions de production que se trouvaient les obstacles. En cause, les coûts salariaux, mais aussi les coûts de l'énergie. »

